

+++++
{
BULLETIN INTERIEUR
du
SECRETARIAT INTERNATIONAL
de la
IVe INTERNATIONALE
}
+++++

+++++
+ Discussion sur
+ la question
+ YUGOSLAVE
+
+++++

No 6.

S o m m a i r e :

LA YUGOSLAVIE ET LE RESTE DU GLACIS

par Michel PABLO.

No I

Février 1950

Prix 25 frs.

LA YUGOSLAVIE ET LE RESTE DU GLACIS

++++

par Michel PABLO

La discussion internationale qui, en principe, devait être centrée sur le cas spécial de la Yougoslavie, s'est transformée en discussion générale sur le glaciais, les perspectives historiques, etc.

Un tel développement était plus ou moins fatal, mais certains camarades ont fortement contribué à précipiter ce débordement. L'article du camarade Germain, en particulier, voulant embrasser toutes les questions à la fois, polémique contre des camarades qu'il ne nomme pas et auxquels il attribue gratuitement des arguments qu'il prend ensuite plaisir à détruire, faisant parfois des associations inadmissibles et se souciant peu de ce que certains camarades, dont moi-même, ont exactement écrit ; agitant des dangers imaginaires et appelant constamment à la prudence théorique pour ne pas aboutir à la révision du marxisme etc., n'est pas fait, à mon avis, pour clarifier la question. On a à tort. -- toujours à mon avis -- mêlé au moins trois questions distinctes : celle de la Yougoslavie, cas spécial dans le glaciais, celle du reste du glaciais, et celle des perspectives historiques par rapport à l'estimation et l'évolution du stalinisme -- le tout assaisonné d'une sauce savante et pleine d'ardeur combattive contre des arguments réels et imaginaires (que je ne goûte personnellement guère, mais cela importe peu), et dans laquelle on trouve de tout : de la "République Sociale" de Mussolini (1945) à la Mongolie extérieure, en passant par la Birmanie.

Je dis trois questions distinctes entre lesquelles, bien sûr, il serait possible d'établir des rapports (ces rapports sont même inévitables), mais qui peuvent être examinées séparément en passant de l'une à l'autre sans les examiner nécessairement toutes à la fois et sans les mettre sur le même pied.

On dira que c'est moi-même qui avait posé dans mon article sur la nature de classe de la Yougoslavie la question générale des critères, et qu'à partir de ce moment il était difficile d'arrêter la discussion sur le seul cas de la Yougoslavie. C'est vrai. Seulement, tant pour l'examen du cas yougoslave que pour les conclusions auxquelles je suis arrivé sur ce cas, je me suis basé sur ce qui était spécifique à la Yougoslavie et j'ai réservé le cas des autres pays du glaciais pour un examen ultérieur, tout en donnant des indications générales sur la façon d'aborder correctement (à mon avis) cette dernière question. Car si en effet, en définitive ce qui compte du point de vue marxiste pour caractériser la nature de classe d'un régime ce sont les rapports de propriété, et si l'étatisation de tous les moyens de production, de transport et d'échanges, constituent des rapports de propriété incompatibles avec un régime capitaliste -- aussi "dégénéré" que l'on voudra (+)-- il reste encore à voir par quelle action on a abouti à ce résultat, et si on a vraiment abouti, ou si

--

(+) Il serait beaucoup plus logique d'appeler un Etat capitaliste qui saurait atteindre l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport, un Etat capitaliste régénéré, parce que si une telle possibilité existait pour le capitalisme, ce serait un progrès considérable et en aucun sens un recul.

l'on est au début seulement d'une telle transformation. De ce point de vue, le cas de la Yougoslavie est distinct du reste du glacis. Et je m'explique.

-+-

A). Encore sur le cas spécial de la Yougoslavie

Dans mon article "Sur la nature de classe de la Yougoslavie" j'ai traité le cas yougoslave en partant de l'idée qu'en ce pays il y eut, en effet, une révolution d'un développement spécial, qui a abouti à la prise du pouvoir, à la transformation radicale des rapports capitalistes de propriété, à la destruction de l'ancien Etat capitaliste et à la construction d'un nouvel appareil d'Etat. La définition que j'ai donnée de la Yougoslavie était la suivante :

"A notre avis la société yougoslave actuelle est le produit des transformations révolutionnaires provoquées par le mouvement de masses dirigé par le P.C.Y. et qui a abouti à la destruction des anciens rapports de propriété capitalistes et à leur remplacement par l'étatisation quasi totale des moyens de production, d'échange et de transports, et le régime décrit de l'économie agricole ; à la destruction aussi de l'ancien appareil d'Etat et à son remplacement par un nouvel appareil basé sur les Comités dirigés et contrôlés par une caste bureaucratique en formation, sortie elle-même, dans sa très grande majorité, du mouvement révolutionnaire des masses".

"La société yougoslave, par conséquent, a cessé d'être capitaliste".

Quels arguments, le camarade Germain en particulier, oppose-t-il à cette définition et à cette conclusion? Feignant d'ignorer ce que j'ai écrit, il parle vaguement des camarades qui "pour prouver la nature ouvrière de l'Etat yougoslave" font appel soit à la révolution prolétarienne qui était victorieuse en Yougoslavie", soit "à la nationalisation de l'industrie et du commerce de gros et à la perte du pouvoir politique par la bourgeoisie. Un peu plus loin, le camarade Germain se réfère aux "camarades" (lesquels?) qui expliquent que la Yougoslavie est un Etat ouvrier parce que : a) le mouvement révolutionnaire des masses y avait détruit l'ancien appareil d'Etat bourgeois, et parce que b) après l'arrêt du mouvement des masses la direction du P.C. a éliminé par des moyens administratifs les partis bourgeois et les membres bourgeois du gouvernement.

"Pour démontrer que l'Etat yougoslave est un Etat ouvrier, écrit ensuite avec satisfaction le camarade Germain, il ne suffit nullement d'expliquer que les masses ont détruit l'ancien Etat bourgeois ; il faut encore prouver que le nouvel appareil d'Etat construit en 1944-45 était un appareil d'Etat ouvrier".

Mais encore une fois, qui a avancé de tels arguments? La plus grande partie de mon article sur la Yougoslavie était consacré à démontrer qu'à travers la guerre civile entremêlée à la guerre pour la libération, les transformations sociales et la structure d'un nouvel appareil d'Etat, la Yougoslavie a aboli le capitalisme et est devenue un Etat caractérisé par des nouveaux rapports de propriété et un nouvel appareil qui défend ces rapports. En réalité, contre ce raisonnement le camarade Germain oppose son schéma d'une révolution "plébéienne-communiste" commencée en Yougoslavie en 1941, progressant jusqu'à 1944, s'arrêtant ensuite jusqu'à juin 1948, date de la rupture avec le Kominform, et se développant de nouveau seulement ensuite vers un Etat ouvrier, étape qu'elle atteindra à un moment encore indéterminé.

Pour appuyer ce schéma, le camarade Germain se réfère principalement à l'intermède 1944-1945 de l'accord et du gouvernement Tito-Choubatchick qui

stoppa la révolution et procéda à la reconstruction d'un appareil d'Etat non ouvrier. Que cet intermède signifie sous certains rapports un temps d'arrêt à la montée révolutionnaire yougoslave, personne ne le nie ; mais de là à exagérer son importance et à déclarer que cet arrêt se prolonga jusqu'à la rupture, cela est du domaine du plus fantaisiste arbitraire. Les Yougoslaves eux-mêmes reconnaissent avoir subi à ce moment une forte pression de la part des impérialistes et même de la bureaucratie soviétique, mais ils insistent sur le fait qu'aucune des acquisitions politiques et sociales de leur lutte ne fut mise en danger par la coalition, pour le simple fait que la réaction n'avait aucune base réelle parmi les masses et que la coalition était réalisée aux sommets entre les représentants des masses et des ombres impuissantes de la bourgeoisie.

Le camarade Germain fait du tapage autour des "grandes villes" non encore libérées au moment de la coalition et dans lesquelles, soi-disant après leur libération, on a reconstruit un appareil étatique sans participation des masses, non-ouvrier, bureaucratique, etc. "Toutes les données que nous possédons, écrit sérieusement le camarade Germain, confirment l'impression que dans les villes les Comités furent constitués d'en haut, bureaucratiquement, sans participation des masses, sur la base de la représentation proportionnelle des partis faisant partie du Front Populaire et du gouvernement". On aimerait connaître ces données parce que "notre impression" (s'il s'agit d'impression) est toute différente. Les "grandes villes" non encore occupées par les Yougoslaves lors de l'entrée de l'Armée Rouge étaient en réalité au nombre de deux : Belgrade et Nizza, et dans tout le reste du pays, qui comporte quand-même un bon nombre d'autres grandes et moyennes villes (et dans lesquelles résidait la force principale de ce qui restait de la bourgeoisie yougoslave après les coups qu'elle avait reçu des Allemands), les Comités populaires étaient aussi vivants, réels et efficaces qu'ailleurs. Aucun document yougoslave ne mentionne de s "données" semblables à celles que possède le camarade Germain.

Quant à son affirmation sur la mise en veilleuse des Comités jusqu'en 1948 et au fait que "l'action des masses" n'aurait plus "joué aucun rôle entre 1945 et 1948" (schéma de la révolution arrêtée), tout cela est fort gratuit et ne correspond pas à la réalité. Le développement en nombre et en importance des Comités fut en Yougoslavie généralement continu entre 1941 et 1948. La Constitution yougoslave votée par l'Assemblée Constituante le 31 janvier 1946, à un moment où, selon Tito, le réseau des Comités englobait déjà "t o u t le territoire", stipule dans son article 6 : "Le peuple exerce son pouvoir par l'intermédiaire des organes représentatifs du pouvoir d'Etat, élus librement, des Comités populaires qui depuis les Comités populaires locaux jusqu'aux Assemblées des Républiques populaires et l'assemblée Populaire de la République, ont pris naissance et se sont développés dans la lutte de libération nationale contre le fascisme et la réaction, et qui représentent les acquisitions fondamentales de cette lutte". - (Souligné par nous).

S'agit-il ici d'une simple rhétorique, sans correspondance avec les faits et la réalité? Quelques mois plus tard, en mai 1946, l'Assemblée Nationale votait la première loi sur les Comités populaires, les désignant comme organes du pouvoir d'Etat unique sur tout le territoire. Car "depuis leur apparition (en 1941) les Comités populaires" ont assumé en réalité "toutes les tâches intéressant l'ensemble de l'Etat et appliqué toutes les mesures de direction de l'Etat". - (KARDELJ, "De la Démocratie populaire en Yougoslavie", p. 147).

Kardelj, qui donne des détails statistiques sur l'extension continue

du réseau des Comités et l'amplification de leur fonction, souligne que "sans l'extraordinaire activité organisatrice et sans l'initiative multiforme des Comités, nous n'aurions pas pu même imaginer les énormes succès que nous avons obtenus dans le relèvement d'après-guerre et dans l'édification du socialisme". (Ibd. p. 147). S'agit-il encore une fois de simple rhétorique sans rapport avec la réalité?

Lors de la formation du Kominform en septembre 1947, Kardelj, dans le rapport qu'il fit à cette occasion et qui fut publié dans le premier numéro de l'organe "Pour une paix durable, pour une Démocratie nouvelle", n'a pas évité de souligner le caractère particulier de la révolution yougoslave et l'existence des Comités en tant qu'organes du pouvoir d'Etat unique sur tout le territoire.

A cette époque, seuls les Yougoslaves défendaient cette position sur le caractère prolétarien et socialiste de leur révolution, et seule la Yougoslavie possédait un appareil d'Etat basé sur les Comités.

Les Yougoslaves n'ont pas théorisé à posteriori, après la rupture, le sens véritable de leur expérience, mais ils en étaient conscients déjà avant. Du reste, la période de la véritable réussite de la révolution yougoslave, qui a abouti au changement radical des rapports de propriété, se place justement entre 1945 - 1948. C'est durant cette période que la révolution, loin de s'arrêter, s'amplifia au contraire et s'approfondit. Dès 1945 "le secteur d'Etat englobait déjà presque toute la grosse industrie, presque tout le système bancaire sous diverses formes, tout le commerce extérieur, tout le transport ferroviaire et presque tout le transport maritime, le réseau des domaines agricoles d'Etat, une importante partie du commerce de gros, etc". - (Kardelj, Rapport au 5^e Congrès). De plus, la réforme agraire était, elle aussi, déjà réalisée.

Mais c'est surtout en 1947 qu'on peut considérer comme achevé le changement radical des rapports de propriété, ces nouveaux rapports étant défendus par un Etat basé essentiellement sur le nouvel appareil des Comités. En effet, en 1947 le secteur étatique englobait déjà "toute l'industrie, tout le système bancaire, les transports, le commerce de gros et presque tout le petit commerce" (Kardelj, Rapport au 5^e Congrès). Dans les campagnes la petite production marchande était reliée au secteur étatique par l'intermédiaire des coopératives et sous diverses autres formes, favorisant le mouvement coopératif, tandis que par une série de lois on renforçait la lutte de l'Etat pour éliminer et refouler constamment les éléments capitalistes.

Toute cette action étatique n'était pas faite, et ne pouvait être faite par la simple voie "administrative" dont parle le camarade Germain, mais par la participation des masses organisées dans les Comités sur lesquels s'appuyait l'Etat. Ne voir que le court intermède du gouvernement Choubachitch-Tito qui n'a duré que 8 mois (de mars 1945 à octobre 1945) pour effacer ensuite toute la période qui s'étend de 1945 jusqu'en juin 1948, et déclarer la révolution pendant cette période comme arrêtée, stoppée, c'est vouloir corseter la réalité dans un schéma impossible.

Par un raisonnement que je n'arrive pas à comprendre, le camarade Germain pense qu'en opérant sur la base de ce schéma de la révolution arrêtée entre 1945 - 1948, on explique mieux la rupture avec le Kremlin en juin 1948 qu'avec notre analyse de la révolution en plein développement entre les années 1945-48, malgré la direction en partie bureaucratique du P.C.Y.

Une révolution arrêtée, dans laquelle l'action des masses est remplacée par "l'action administrative" de l'appareil étatique bureaucratique, lui-même soumis à l'appareil dirigeant du P.C. subissant la pression d'une "force extérieure" (de la bureaucratie soviétique), rend absolument inintelligible la rupture subite à gauche de cet appareil dirigeant avec Moscou, et son succès dans cette rupture.

Si la révolution fut réellement arrêtée durant trois ans environ, et si pendant toute cette longue période l'appareil dirigeant du P.C.Y., subissant la pression de Moscou, accomplit le changement des rapports de propriété en Yougoslavie "par voie administrative" en étouffant l'initiative des masses et en se passant de leur appui, cela signifierait en réalité, après ce qui s'est passé entre 1941-1945, une bureaucratisation avancée de cet appareil, une prostration des masses et un isolement avancé de cet appareil vis-à-vis des masses. Comment alors expliquer ensuite la rupture et son succès?

Dans mon article je ne parle pas du tout d'une "révolution prolétarienne qui a triomphé en 1944, qui s'est ensuite bureaucratisée et qui a commencé à dégénérer pour être acculée au cours même de ce processus de bureaucratisation à la rupture avec le Kremlin". Cet argument sert peut-être la réponse du camarade Germain ; il n'est pas en tout cas le mien. J'ai considéré et je considère la révolution yougoslave en plein développement entre les années 1945 et 1948. Parlant des Comités, j'ai dit que ces comités "aussi bureaucratiques qu'on les voudra" et malgré le fait qu'ils ont subi en réalité en se développant "une déformation bureaucratique" certaine parce que dirigés par un parti qui, malgré tous ses autres mérites, avait une éducation stalinienne et entretenait encore des rapports avec Moscou, "ont rempli un rôle social précis : ils ont détruit les fondements politiques et économiques des anciennes classes dominantes en Yougoslavie ; ils ont rendu possible le changement des rapports de propriété qui se concrétise dans l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport qui existent actuellement en Yougoslavie, ainsi que du régime qui caractérise l'agriculture ; ils ont remplacé l'ancien appareil d'Etat par un nouveau type d'appareil qui jusqu'ici défend (à sa manière) consolide et étend les nouveaux rapports de propriété".

Réfutant précisément l'argument d'une révolution arrêtée après 1945, je soulignais que "les rapports de propriété en Yougoslavie ont changé fondamentalement dans la période 1945-1947 et non pas antérieurement à celle-ci", et que l'accentuation de toutes les mesures anti-capitalistes prises depuis lors ne cadrent guère avec l'idée d'une restauration après 1945 d'un Etat bourgeois. Faire intervenir maintenant la rupture pour considérer que depuis lors seulement la révolution a repris sa marche, et ouvrir ainsi une possibilité de déclarer que la Yougoslavie est devenue un Etat ouvrier, m'apparaît être une besogne théorique peu solide. Car le fonctionnement plus ou moins démocratique des Comités et du régime en général en Yougoslavie, ne pourra jamais être le critère décisif pour résoudre la question de sa nature de classe.

Il est incontestable que la rupture avec Moscou a favorisé et même imposé une démocratisation plus avancée du régime. Mais la révolution est permanente, m'accordera volontiers, je l'espère, le camarade Germain, dans le sens que même lorsqu'elle a abouti, elle ne s'arrête à aucune conquête mais se poursuit en révolutionnant constamment les rapports sociaux sur tous les plans : économiques, juridiques, culturels, etc. Quoi d'étonnant que la révolution

yougoslave se hisse, libérée de la tutelle de Moscou, à des niveaux supérieurs, se démocratise davantage, etc. etc.? A quel moment de démocratisation des Comités le camarade Germain sera-t-il prêt à passer de sa formule floue, qui lui apparaît comme la quintessence de la dialectique, du gouvernement ouvrier et paysan à une définition sociologique précise de la nature de classe de la Yougoslavie? Feron-nous dépendre ce moment de notre propre compréhension?

Cette trouvaille du Gouvernement ouvrier et paysan, qui sert pour éloigner encore une réponse précise sur le cas de la Yougoslavie, ne résiste pas à un examen sérieux.

Un gouvernement ouvrier et paysan peut continuer à gérer un Etat fondamentalement encore capitaliste et, par conséquent, ne résout pas la question de la nature de classe du régime qu'il gouverne. Mais un gouvernement ouvrier et paysan qui, de plus, a transformé radicalement les rapports de propriété dans lesquels s'extériorise en définitive le contenu social d'une révolution, n'est plus un gouvernement ouvrier et paysan quelconque, mais un gouvernement ouvrier d'un Etat qui a cessé d'être capitaliste.

C'est de la mauvaise dialectique que de croire à la supériorité des formules floues, "vagues", "mouvantes" en matière de définition du caractère de classe d'un pays et d'un Etat. Trotsky n'a pas manqué d'ironiser à propos de Shachtman auquel le caractère de classe de l'Etat apparaissait "comme un animal d'un sexe indéterminé".- (L.TROTSKY : "D'une égratignure à la gangrène").

+ +

B). LE RESTE DU GLACIS

Il n'est guère possible d'avancer dans l'examen de la nature de classe du glaci sans partir des conditions dans lesquelles peut s'exercer, dans les territoires occupés par la bureaucratie soviétique, ce que Trotsky a appelé l'action militaro-bureaucratique du Kremlin et des résultats de cette action.

Toutes les difficultés que nous avons rencontrées jusqu'ici pour une explication satisfaisante de ce qui se passe dans le glaci, proviennent, à mon avis, de deux raisons : premièrement du fait que les camarades ont schématisé, en se référant aux normes des notions telles que celles de la révolution, de l'action des masses, de l'Etat ouvrier, et éprouvent une difficulté sinon une aversion à comprendre la déformation de ces notions qui résulte de l'action militaro-bureaucratique du Kremlin ; deuxièmement du fait qu'on a lié la notion de l'assimilation structurelle (elle-même mal comprise) à la condition, soi-disant posée par Trotsky, de l'incorporation préalable des territoires occupés à l'URSS.

De l'assimilation structurelle.

S'il y a lieu de parler d'une "métaphysique" c'est bien le cas aujourd'hui où on interprète, soi-disant selon Trotsky, la notion de l'assimilation structurelle.

Trotsky, qui a eu l'occasion lors les années 1939-1940 de se pencher sur la question des territoires occupés par la bureaucratie soviétique, a donné des indications précieuses pour comprendre l'action de cette dernière dans ces territoires. Il est cependant ridicule de prétendre que ces indications résolvent d'elles-mêmes tous les problèmes posés après cette guerre et qu'elles suffisent en particulier à clarifier le problème du glaci, c'est-à-dire d'

une zone occupée, contrôlée, dominée et exploitée par la bureaucratie soviétique, zone infiniment plus vaste que celle occupée par le Kremlin dans les années 1939-1940.

Les indications de Trotsky continuent à être, malgré tout, extrêmement précieuses parce que, même en tenant compte de l'échelle limitée de l'expérience d'occupation des territoires par la bureaucratie soviétique entre 1939-1940 à laquelle elles s'appliquent, elles permettent une orientation infiniment plus juste que celle donnée par les exégètes actuels de Trotsky. En lisant attentivement ce que Trotsky a écrit sur les territoires occupés, on arrive à une conclusion qui diffère essentiellement de celle, par exemple, donnée par le camarade Germain. L'interprétation exacte de deux citations de Trotsky auxquelles se réfère le camarade Germain, comme de tout leur contexte, n'est pas du tout que "la bureaucratie sera forcée de détruire le capitalisme dans les régions qu'elle incorpore à l'URSS", dans le sens que la destruction du capitalisme dans les territoires occupés se fait seulement après leur incorporation à l'URSS. Leur interprétation exacte serait, au contraire, que cette destruction se fait avant leur incorporation. Car ces territoires ne peuvent, selon Trotsky, s'incorporer, s'intégrer à l'URSS sans que les rapports de propriété, qui caractérisent leur structure sociale, ne soient préalablement mis en concordance avec ceux de l'URSS.

Trotsky envisageait que les territoires occupés deviendraient très probablement "partie de l'URSS". Sous quelle forme, comment? Par la destruction préalable (préalable à l'incorporation) des anciens rapports de propriété (par l'expropriation des grands propriétaires fonciers et l'étatisation des moyens de production).

L'abolition du capitalisme, que le camarade Germain envisage dans les territoires occupés comme une vertu que ces territoires acquerront après leur incorporation formelle à l'URSS, Trotsky l'envisageait comme condition préalable, nécessaire, de l'incorporation ultérieure à l'URSS. La différence est vraiment de taille.

Trotsky expliquait que le Kremlin, par son action militaro-bureaucratique, procède à l'abolition de la propriété privée capitaliste dans les territoires occupés afin de rendre possible leur incorporation à l'URSS. Le camarade Germain explique (soi-disant selon Trotsky) que le capitalisme ne peut être aboli dans ces territoires que s'ils sont incorporés préalablement à l'URSS. Pour Trotsky, la destruction des grands propriétaires fonciers et l'étatisation des moyens de production, à laquelle aboutissait l'action militaro-bureaucratique du Kremlin, signifiait l'abolition des anciens rapports de propriété dans ces territoires afin qu'ils puissent faire ultérieurement partie intégrante de l'URSS.

L'abolition des anciens rapports de propriété restait un fait ; l'incorporation restait encore une hypothèse, pour expliquer le pourquoi du fait. Quant au fait, Trotsky l'envisageait comme le résultat de l'action militaro-bureaucratique du Kremlin.

--

De l'action "militaro-bureaucratique"

Que veut dire exactement ce terme? Par action militaro-bureaucratique du Kremlin, Trotsky entendait l'action combinée de la pression de l'Armée Rouge et des masses des territoires occupés, impulsées, contrôlées et dirigées

par la bureaucratie stalinienne contre les classes dominantes, afin d'"abolir la propriété privée capitaliste (dans les territoires occupés) de manière à accorder leur régime à celui de l'URSS".

Cette action n'est ni une action purement "administrative" ni une abolition "à froid" (+) de la "propriété privée capitaliste" et de l'ancien appareil d'Etat. Elle n'est pas non plus l'action classique de la révolution prolétarienne. Elle est une action de nature révolutionnaire déformée par la direction qu'exerce sur elle la bureaucratie stalinienne.

L'action des masses qui complète celle qu'exerce l'Armée Rouge (et le Guépéou) est profondément déformée par la direction stalinienne et ne ressemble guère à celle d'une révolution librement développée. Mais elle n'en reste pas moins une action destructrice du capitalisme, aussi bien sur le plan des rapports de propriété que sur celui de l'appareil d'Etat.

Quand Shachtman ironisait à propos de la "guerre civile" que Trotsky prévoyait en 1940 en Finlande, celui-ci répondait ainsi : "Bien entendu, il s'agit ici d'une guerre civile de type spécial. Elle ne surgit pas spontanément des couches profondes des masses populaires. Elle n'est pas menée sous la direction d'un parti révolutionnaire basé sur le soutien des masses. Elle est introduite de l'extérieur à l'aide des baïonnettes. Elle est contrôlée par la bureaucratie de Moscou".

Et quand le même Shachtman ironisait à propos des "Comités de contrôle ouvrier que les staliniens propulsaient sur les territoires occupés, en disant: Commet est-il possible de concevoir des "comités" dans les territoires occupés alors que de tels comités n'existent plus guère en URSS? - Trotsky lui répondait:

"En URSS le stade de contrôle ouvrier est depuis longtemps dépassé. Du contrôle sur la bourgeoisie on est passé à la gestion de la propriété nationalisée; de la gestion des ouvriers, au commandement de la bureaucratie. Nouveau contrôle ouvrier signifierait maintenant contrôle sur la bureaucratie. Ceci ne pourrait apparaître que dans le cas d'une révolte victorieuse contre la bureaucratie. En Finlande contrôle ouvrier ne signifie encore rien d'autre qu'expropriation de la bourgeoisie indigène, dont la bureaucratie se propose d'occuper la place".

"Nul ne doit croire que le Kremlin est assez stupide pour s'efforcer de gouverner la Pologne orientale ou la Finlande au moyen de commissaires importés".

"Il est de la plus grande importance pour le Kremlin d'extraire un nouvel appareil administratif sorti des masses travailleuses des territoires occupés. Cette tâche ne peut être réalisée qu'en plusieurs étapes. La première étape

(+) Excepté si on considère comme action "à froid" l'effet de la présence ou même de la proximité de l'Armée Rouge et du Guépéou sur les anciennes classes possédantes des pays du glacis, décimées et démoralisées. Que ces classes aient le sang glacé de peur dans leurs veines sclérosées, peut à la rigueur passer pour quelque chose "de froide", même de très froid.

"est la constitution des Comités paysans et des Comités de contrôle ouvrier".- (L. Trotsky, "D'une égratignure à la gangrène").

Ceci montre quelle compréhension profonde avait Trotsky de la nature contradictoire de la bureaucratie soviétique et de son comportement contradictoire dans les territoires occupés.

Ce qui s'est passé après cette guerre sur l'ensemble du glacis n'est pas, en définitive, essentiellement différent de l'action militaro-bureaucratique du Kremlin dans les années 1939-1940 . Pour être plus sinieuse, plus détournée, plus déformée, et pour s'être déroulée dans des conditions d'un rapport de forces plus complexe entre la bureaucratie soviétique, l'impérialisme et les masses, l'action ne s'en développe pas moins, à la longue, dans la même direction et avec les mêmes forces. Après la toute première phase de l'occupation du glacis, pendant laquelle la bureaucratie crut préférable de se passer de l'aide active des masses pour déposséder la bourgeoisie, à des étapes ultérieures, sous des formes diverses et avec une ampleur différente suivant les pays, la bureaucratie a mobilisé sous son contrôle les masses et les a organisées afin qu'elles puissent l'aider à contrôler et à déposséder économiquement et politiquement la bourgeoisie.

Les partisans des formes "pures" de la révolution, de l'"action des masses", etc. , auront naturellement de la peine à se familiariser avec ce qui s'est passé et continue à se passer dans le glacis et n'y verront qu'évolution "à froid", action "administrative" et autres belles abstractions qui leur permettent d'éviter "la révision" redoutable du marxisme sur "L'Etat et la Révolution".

+--+

Un pas en avant

Le point sur "l'assimilation structurelle" liée à l'idée de l'incorporation préalable à l'URSS, fut heureusement complété lors du VII^e Plenum du CEI (avril 1949) par ce résumé :

"Les facteurs énumérés plus haut... on pourrait les ramener à un facteur ; la réalisation d'une coordination effective et une planification de l'ensemble de l'économie de ces pays (du glacis) organiquement liée à celle de l'URSS, capable de renverser la tendance actuelle de dépendance qui est déterminante de ces pays envers l'économie capitaliste".

Ceci pourrait se produire, précisait le VII^e Plenum, dans le cas d'une "abolition des frontières nationales entre les pays du glacis" et la formation par exemple d'une Fédération balkano-danubienne formellement indépendante de l'URSS.

Tout en saluant ce pas en avant dans la compréhension et la juste appréciation de l'évolution du glacis, il faut avouer qu'on a encore insisté sur des conditions et des critères pour admettre "l'assimilation du glacis à l'URSS" réalisable "par l'action stalinienne" (Résolution du VII^e Plenum) qui sont en partie artificiels. Car, même si on admet que l'obstacle principal à l'assimilation de ces pays à l'URSS reste le fait qu'ils dépendent de l'économie mondiale, que le "mode de production capitaliste" domine encore -comme écrit le camarade Germain- dans ces pays "sans bourgeoisie nationale au pouvoir", avec toutes les conséquences que cela comporte sur le plan de l'Etat (de l'appareil d'Etat) -- il est possible d'envisager le cas où, sans suppression formelle des frontières, ces pays planifieront de plus en plus en commun leur économie

et la lieront de plus en plus à celle de l'URSS.

Du reste, le camarade Germain, qui feint, dans son article, de défendre intégralement les thèses du VII^e Plenum sur le glacis, ne parle plus de la "Fédération balkano-danubienne" mais, au contraire, glisse sans appuyer une phrase qui laisse la porte grand ouverte à un nouveau recul même sur cette condition. La voici cette phrase :

"Cette élimination progressive de la bourgeoisie de la vie économique et politique du pays par l'appareil militaro-policié (de la bureaucratie stalinienne) ne sera complète et radicale que dans la mesure où avec ou sans suppression formelle des frontières, l'économie, la police, l'armée, la propagande, l'administration, le clergé, etc. de ces pays, auront les mêmes rapports avec le Kremlin que ceux de l'Ukraine ou de la Géorgie, ou si l'on veut des "pays baltes".- (Souligné par nous).

Malgré la confusion (peut-être voulue) de cette formule : "les mêmes rapports avec le Kremlin", etc., la concession est de taille, surtout quand elle se réfère au cas des Pays Baltes qui, malgré leur incorporation formelle à l'URSS, n'ont connu la collectivisation de l'agriculture qu'à une date très tardive.

Ce qui importe en effet ce n'est pas tellement de suivre la pensée du camarade Germain sur tous les sommets de l'abstraction, mais de retenir que, sans avoir l'air d'y toucher, il supprime la dernière hypothèse d'une assimilation possible du glacis à l'URSS, réalisable même sans suppression formelle des frontières, et qu'il a semé en route la "Fédération balkano-danubienne".

L'assimilation du glacis à l'URSS est possible sans incorporation préalable à l'URSS, sans Fédération préalable, sans suppression formelle préalable des frontières. Voilà jusqu'ici l'acquis de la discussion, et voilà un véritable pas en avant, qui libère l'examen ultérieur de la question sans lui poser des entraves vraiment "métaphysiques".

+
+
+

Les critères de l'assimilation

Si on avait affaire dans le glacis à des pays où il y a eu la révolution prolétarienne, où le pouvoir serait détenu par des véritables partis révolutionnaires, et où le nouvel appareil d'Etat serait construit sur la base des véritables organismes démocratiques de masses, la question de sa nature de classe serait facile à résoudre, même si l'on admet qu'un "mode capitaliste de production" prévaut encore à l'intérieur de chaque pays, et même si l'étatisation des moyens de production n'était que partiellement accomplie.

Mais dans le glacis, toutes les transformations qui ont eu lieu, et qui ont lieu, sont les résultats de l'action militaro-bureaucratique de la bureaucratie stalinienne, qui détient le pouvoir et qui utilise un appareil d'Etat saturé encore d'éléments bourgeois, et surtout un appareil bureaucratique, les organismes de masse étant soit inexistants, soit dominés et contrôlés par la bureaucratie.

D'où les difficultés à définir la nature de classe du glacis, surtout par rapport aux critères d'un Etat ouvrier conçu comme le résultat d'une révolution prolétarienne et caractérisé par un appareil d'Etat prolétarien.

Cependant, pour ceux qui admettent que l'assimilation du glacis à l'URSS est possible au moyen de "l'action stalinienne" (+) -comme l'envisage la résolution du VIII^e Plenum- et ceci sans incorporation préalable à l'URSS, sans Fédération formelle, sans suppression formelle des frontières, le critère fondamental qui exprimera la réalisation de cette assimilation sera l'accomplissement de la transformation radicale des rapports de propriété dans le glacis, l'étatisation effective de tous les moyens de production, de transport et d'échanges.

Ce sont les rapports de propriété qui caractérisent en définitive toute révolution sociale, tout changement radical de la nature de classe d'un régime, et il est possible, nécessaire et suffisant, en partant de ce critère, de définir la nature de classe d'une société donnée. Il s'agit maintenant de voir si l'étatisation de tous les moyens de production, de transport et d'échange détermine des rapports de propriété nouveaux, incompatibles avec la notion d'Etat capitaliste (aussi dégénéré ou régénéré que l'on voudra).

Pour minimiser, pour escamoter ce critère, des camarades -le camarade Germain lui-même - se livrent à toute sorte d'exercice intellectuels de valeur théorique très douteuse. Tout d'abord ils font semblant d'ignorer que je n'ai nulle part confondu "nationalisation de l'industrie lourde et du commerce de gros" avec l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport ; que je n'ai parlé que de cette dernière et ceci dans le cas d'un Etat antérieurement capitaliste et non pas dans n'importe quel cas -dans ceux, par exemple, de la Birmanie ou de la Mongolie Extérieure, chères au camarade Germain.

J'ai insisté sur le fait que la différence entre étatisation (nationalisation) partielle et l'étatisation générale dans le cas d'un pays capitaliste, non colonial ou semi-colonial, c'est-à-dire d'un pays où domine le mode de production capitaliste (++) , n'est pas quantitative mais qualitative ; le passage de l'une à l'autre n'est pas une réforme mais une révolution.

C'est une idée revisionniste, qui ne peut conduire ses partisans tardifs qu'à la conception du capitalisme d'Etat, les amenant ainsi à considérer l'étatisation quasi générale de tous les moyens de production, d'échange et de transport comme compatible avec la notion d'un Etat capitaliste. Ceci est tellement vrai que le camarade Germain est obligé de se référer à son tour à Engels et à déclarer que la conception de Trotsky réfutant dans "La Révolution trahie" l'éventualité de l'étatisation de tous les moyens de production par un Etat capitaliste (non pas sur le terrain des possibilités théoriques, mais sur celui de la réalité capitaliste), n'a qu'une valeur limitée.

Le camarade Germain parle constamment de la "nationalisation de l'industrie lourde et du commerce de gros" ; de la tendance de la bourgeoisie à l'époque de la décomposition du capitalisme, aux nationalisations partielles ; des

-.-

(+) C'est-à-dire militaro-bureaucratique.

(++) La plupart des pays du glacis étaient des Etats capitalistes dans ce sens. Trotskyistes et staliniens, dans les Balkans, ont largement discuté cette question, ceux derniers voulant faire passer ces pays pour des pays semi-coloniaux, en se basant sur les quelques vestiges féodaux et sur l'emprise impérialiste. Ceci pour justifier dans ces pays la révolution démocratique-bourgeoise et non prolétarienne.

premières nationalisations dans le glacis réalisées lors de la coalition avec la bourgeoisie et auxquelles "de toute façon la bourgeoisie ne pouvait pas échapper, les capitaux lui manquant pour occuper la place laissée libre par l'effondrement de l'impérialisme allemand". Naturellement, les mesures partielles de nationalisation ne sont pas du tout incompatibles avec l'existence d'un Etat capitaliste, et la tendance aux nationalisations de certains secteurs et à certains moments, n'est pas non plus incompatible avec un tel Etat. Mais, encore une fois, qu'on veuille bien comprendre qu'entre le partiel et le général, entre la tendance et l'aboutissement, la différence est qualitative et en aucun cas compatible avec un Etat capitaliste.

Le camarade Germain considère, par exemple, comme d'une importance secondaire l'extension des nationalisations en Tchécoslovaquie et en Pologne de l'industrie lourde à l'industrie légère et au commerce. Un bon marxiste sait que l'industrie lourde est la clé du contrôle de toute l'économie. Quelle importance peut avoir alors par rapport à sa nationalisation celle de l'industrie légère et du commerce? Je dirais pour mon compte : une importance énorme. Car si la nationalisation de l'industrie lourde peut être encore une mesure provisoire que la bourgeoisie acceptera, subira (+) sans qu'elle soit pour autant expropriée en tant que classe, l'extension et la généralisation des mesures de nationalisation à l'industrie légère et au commerce sont des mesures qu'aucun Etat capitaliste n'entreprendra, car elles signifient en effet l'expropriation de la bourgeoisie dans la personne de ses innombrables représentants dispersés, à travers lesquels renaît constamment le capitalisme (même frappé dans ses sommets) ainsi que le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie.

La portée politique et sociale de l'extension des mesures d'étatisation à l'industrie légère et au commerce est infiniment plus grande que celle de l'étatisation de l'industrie lourde, spécialement dans des pays de la structure de ceux du glacis, où la force principale de la bourgeoisie réside dans ces branches précisément, ainsi que dans l'agriculture. Si ces mesures se complètent par des mesures appropriées visant à détruire et à refouler les éléments capitalistes des campagnes, elles forment dans leur ensemble organique un système de nouveaux rapports de propriété qu'aucun Etat capitaliste ne peut atteindre par sa propre évolution et en aucune circonstance, sans se nier soi-même en tant qu'Etat capitaliste.

Dans de tels nouveaux rapports de propriété caractérisés par l'étatisation générale de tous les moyens de production, de transport et d'échanges, il est facile de dire que continue à se mouvoir un "mode capitaliste de production". En réalité les lois de l'économie capitaliste s'exercent dans un tel cadre d'une façon altérée et non pas automatique et aveugle.

L'occasion ne m'a pas été donnée jusqu'ici -je l'avoue- de me familiariser avec cette question nouvelle : le fonctionnement des lois capitalistes dans un Etat caractérisé par l'étatisation de tous les moyens de production, etc. Mais je suis persuadé que les théoriciens du capitalisme d'Etat (auxquels certaines conceptions actuelles du camarade Germain risquent d'apporter un appui), exagèrent démesurément quand ils parlent d'un "mode de production capitaliste" escamotant ainsi l'altération profonde que subissent les lois capitalistes dans

(+) En attendant une conjoncture plus favorable pour commencer les dé-nationalisations dans toutes les branches lucratives.

le cadre d'un Etat d'économie nationalisée (+).

De "l'économisme" de l'étatisation.

Les adversaires de la conception trotskyste de l'URSS n'ont pas cessé de concentrer leurs feux sur "l'économisme" du critère de l'économie étatisée et planifiée qui distingue l'URSS des Etats capitalistes et qui constitue sa supériorité sur ceux-ci. Maintenant le camarade Germain veut là aussi introduire sa propre interprétation de la thèse de Trotsky sur l'URSS (et les raisons de la défense de l'URSS) en s'efforçant d'excuser chez Trotsky ses "formulations elliptiques", ses "exposés théoriques" non "systématiques", etc. Car dans l'ensemble, nous dit le camarade Germain, la vraie formule employée par Trotsky c'est "la propriété nationalisée produit de la Révolution". Quant au "passage fameux" de la "Révolution trahie" (++) où Trotsky "exclut la nationalisation totale" des moyens de production par un Etat capitaliste, le camarade Germain préfère se rappeler de la possibilité théorique émise par Engels à ce sujet, et n'admet la thèse de Trotsky que sous réserves.

Encore une fois, je dirai : de tels arguments, émis par des camarades qui s'acharnent en même temps à démontrer leur orthodoxie marxiste-léniniste, et trotskyste en particulier, ne servent qu'à apporter de l'eau au moulin des révisionnistes du capitalisme d'Etat. Mais il est vain de vouloir faire passer l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport comme compatible avec l'évolution propre du capitalisme, et d'excuser les insuffisances des exposés de Trotsky à ce sujet.

Trotsky, en se plaçant face à la réalité du capitalisme de notre époque, c'est-à-dire du capitalisme monopoleur, de l'impérialisme (qui loin d'exproprier la bourgeoisie par l'Etat soumet l'Etat au groupe restreint des monopoleurs et laisse proliférer la bourgeoisie dans la personne des innombrables représentants de cette classe dans les industries légères, le commerce, l'agriculture), exclut la possibilité de l'étatisation générale de tous les moyens de production, d'échange et de transport par l'Etat capitaliste, et attribue cette tâche progressive à la prise du pouvoir par le prolétariat (ou sa bureaucratie) qui expropriera la bourgeoisie pour en arriver là.

La question ne peut être tranchée sur le terrain des possibilités théoriques, mais sur celui de la pratique, de l'expérience concrète, de la réalité du capitalisme, dont la nature anarchique et antagonistique s'oppose à une telle évolution.

L'unification capitaliste de l'Europe n'est pas non plus exclue comme possibilité théorique. Mais elle a échoué jusqu'ici, précisément pour les mêmes raisons qui tiennent à la nature concrète du capitalisme et à ses contradictions concrètes à notre époque.

Il ne s'agit pas non plus de se référer à des régimes pre-capitalistes, ou à des expériences qui n'ont pas dépassé la forme des décrets sur le

(+) A ce propos je considère que la plupart des critiques des yougoslaves contre les théoriciens du "Capitalisme d'Etat" en Yougoslavie sont parfaitement justes, particulièrement les arguments de Kidric dans son rapport au 5^e Congrès.

(++) Voir annexe.

papier, décrets arrêtés par un pouvoir impuissant et littéralement suspendu dans le vide, comme ce fut le cas de la "République sociale" des derniers jours de Mussolini instituant un contrôle étatique sur l'industrie et non pas une étatisation générale de tous les moyens de production, inconcevable sans l'expropriation générale de la bourgeoisie. Il s'agit de l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transports dans un Etat préalablement capitaliste inscrite dans les rapports de propriété, inscrite dans la vie, c'est-à-dire des rapports réels, qui n'ont pu s'établir qu'à la suite de l'expropriation réelle de la bourgeoisie (et non pas sur le papier).

Tout cela est le cas actuel des pays du glacis, dans lesquels l'étatisation des moyens de production, etc., se généralise en s'inscrivant dans la vie comme réalité nouvelle, et en instaurant de nouveaux rapports de propriété réels qui durent, se développent et sont défendus par l'Etat. Qui dit rapports de propriété ne reste pas du tout sur le plan "économiste" pur, sur le plan des simples mesures économiques, car dans "les sociétés civilisées, écrit Trotsky, la loi fixe les rapports de propriété". Les rapports de propriété impliquent l'idée du politique et du social. Bien sûr, la question de l'Etat n'est pas absente de ce sujet. Les rapports de propriété sont consacrés par la loi, sont défendus par l'Etat, et c'est dans ces conditions qu'ils constituent les assises sociales d'un régime donné. Accuser d'"économisme" les rapports de propriété en tant que critère de la nature de classe d'un Etat, c'est démontrer une regrettable confusion sur une notion fondamentale du marxisme, qui, elle, ouvre la porte au revisionisme et, dans notre cas en particulier, à celui du "capitalisme d'Etat" et de la question russe.

L'Etat actuel des pays du glacis

Si dans chaque pays du glacis l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport était complète, on n'hésiterait pas un instant à déclarer que tous ces pays ont cessé d'être capitalistes et sont qualitativement assimilés à l'URSS. Mais ce qui complique la situation dans le glacis c'est la différenciation considérable qui existe encore de pays en pays, ainsi que l'importance de la question agraire. L'ampleur de l'étatisation varie d'un pays à l'autre, ainsi que le poids de l'économie agricole dans la structure générale économique de chaque pays.

effective

Pour qu'on puisse parler d'une étatisation/des moyens de production, de transport et d'échange dans les pays du glacis, il ne suffit pas que le domaine de l'industrie lourde et du commerce de gros soit étatisé. Ceci seul ne constitue en aucune façon une transformation radicale des rapports de propriété. L'extension de l'étatisation à l'industrie légère et au commerce privé, ainsi que les mesures pour collectiviser effectivement l'économie agricole, ont une importance politique et sociale beaucoup plus décisive. Car, comme il a été déjà dit, ces mesures exproprient la bourgeoisie dans la personne de ses innombrables représentants éparpillés dans ces branches économiques, à travers lesquels elle renaît constamment, et où réside effectivement dans ces pays sa force principale.

Or, tous les pays du glacis ne sont pas encore, de ce point de vue, sur le même plan. Ainsi par exemple en Pologne, le commerce privé de détail occupait à la fin encore de 1949 40 % du commerce privé total, tandis que le mouvement coopératif dans les campagnes était peu avancé. Cependant, des mesures récentes ont presque complètement étatisé tout le commerce dans ces pays. En Hongrie, l'étatisation de toute l'industrie n'a été complétée que par le décret

récent du 28 décembre 1949.

Quelle est la situation exacte de chaque pays du glacis sur le plan de l'étatisation, il est difficile de le dire, les statistiques dignes de foi manquant terriblement et des nouvelles mesures étant constamment prises.

Il est cependant nécessaire de suivre dans ce sens l'évolution constante du glacis et de faire de temps en temps la mise au point de l'extension de l'étatisation dans les domaines de l'industrie légère et du commerce, ainsi que des mesures concernant l'économie agricole.

Sur ce dernier point, quelques explications sont nécessaires :

Ce n'est pas exactement la nationalisation formelle de la terre qui résout la question en cette matière, étant donné que même si cette mesure est prise, nous serons forcés pendant une longue période, comme en URSS, d'accorder l'usufruit de la terre aux paysans isolés et aux coopératives. On revient pratiquement au même résultat de la nationalisation de la terre si on assure par des lois l'impossibilité de vendre les terres partagées, ainsi que l'élimination et le refoulement constant des éléments capitalistes renaissants dans les campagnes. Ceci est possible, par exemple, par l'octroi d'avantages accordés par l'Etat aux coopératives paysannes de travail et par une taxation appropriée, enlevant les possibilités d'accumulation aux koulaks. A la longue, naturellement, la disparition effective de ces éléments réside dans les possibilités matérielles de mécaniser l'économie agricole collectiviste et de permettre l'approvisionnement en produits industriels favorable aux paysans.

Quand on est arrivé à un système de mesures qui, pratiquement, ont établi l'étatisation quasi générale de l'industrie lourde et légère, de toute l'industrie, de tout le commerce (extérieur, intérieur, de gros, de détail), système accompagné de mesures, du genre de celles que nous avons décrites, pour préparer la collectivisation de l'économie agricole, on peut considérer que l'Etat qui est caractérisé par de tels rapports de propriété, qui défend, renforce et développe ces rapports, a cessé d'être un Etat capitaliste.

Ce critère, et ce critère seul, peut nous guider pour résoudre la question de la nature de classe du glacis. Car dans ces pays où le régime n'est le produit d'une véritable révolution, et dont l'appareil d'Etat est dominé par la bureaucratie stalinienne, les transformations sociales radicales ne se manifesteront en définitive clairement que sur le plan des rapports de propriété.

Est-ce que les pays du glacis ont tous déjà atteint ce stade? Je répète que l'étude du glacis, entreprise de ce point de vue, doit être faite concrètement pour chaque pays, des différences considérables existant encore entre eux, et que d'autre part les données statistiques manquent pour se prononcer catégoriquement sur chaque cas. (+).

Mais ce qui me paraît beaucoup plus importante dans l'immédiat qu'une réponse concrète sur chaque pays du glacis, c'est de reconnaître : a) que la tendance à l'assimilation reste ouverte dans le glacis, sans incorporation formelle à l'URSS, sans Fédération formelle, sans suppression formelle des frontières ; b) que l'étude sur la nature de classe de chaque pays du glacis doit partir du point de vue déjà exposé ; c) que la tendance des mesures jusqu'ici prises pour tous les pays du glacis se maintient dans la direction de l'assimilation.

(+) Par ordre d'assimilation plus rapprochée à l'URSS se placeraient actuellement, à mon avis, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie.

Ce dernier point est important, car il constitue une précieuse indication pour la direction à suivre dans notre recherche sur la nature de classe des pays du glacis.

Un Etat capitaliste peut encore adopter quelques étatisations, on peut subir pour une courte période des étatisations imposées par des nécessités urgentes et la pression des masses, mais dans aucun cas ne tendra à généraliser l'étatisation, à la renforcer et à la défendre, comme c'est le cas actuellement pour tous les pays du glacis.

Il reste un point encore à examiner avant de conclure sur ce chapitre.

J'écris intentionnellement que ces pays, dès que l'étatisation atteindra le degré décrit, cesseront d'être capitalistes, et je ne deduis pas immédiatement qu'ils doivent être considérés alors comme ouvriers. En effet, ce qui me paraît avant tout indispensable c'est d'abandonner la nomination capitaliste, car même quand nous employons ce terme pour les pays du glacis avec les réserves actuelles, nous semons une terrible confusion, nous faussons les implications pratiques, politiques, et nous ouvrons la porte au revisionisme du capitalisme d'Etat.

Au lieu de souligner, de mettre en valeur le fait que l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport est incompatible avec l'évolution propre d'un pays capitaliste et que, par conséquent, un Etat qui accède à cette étape devient qualitativement autre chose qu'un Etat capitaliste ; au lieu d'indiquer que les seuls moyens jusqu'ici employés par l'Histoire pour accéder à un tel type d'Etat, sont soit la révolution prolétarienne, soit, dans des conditions données, l'action militaro-bureaucratique de la bureaucratie stalinienne, on laisse ouverte une telle possibilité au capitalisme, et on passe sous silence l'expropriation réelle de la bourgeoisie dans les pays du glacis.

Je laisse de côté les implications pratiques, pour notre politique, de la dénomination capitaliste des pays du glacis. La dénomination d'Etat ouvrier ne résulte pas automatiquement de la constatation qu'un Etat a cessé d'être capitaliste. Cette dénomination n'est valable (et dans un sens très précis) que pour ceux qui rejettent à la fois le capitalisme d'Etat (comme phase nouvelle de l'évolution organique du capitalisme à notre époque) et la théorie du "collectivisme bureaucratique".

Pour ceux qui restent fidèles à l'interprétation trotskyste de l'URSS et du stalinisme, la dénomination des pays du glacis, dès que leur assimilation à l'URSS sera considérée comme achevée, ne pourra être autre que celle d'Etats ouvriers déformés (bureaucratiquement déformés).

Je ne veux pas répéter dans cet article ce que j'ai déjà écrit à ce sujet dans mon article précédent. Je me contente d'indiquer que les trotskystes, en se basant sur le développement réel de la révolution à notre époque en URSS et sur les implications de sa dégénérescence, ont admis (en réalisant par là un vrai progrès dans la théorie marxiste) qu'entre le capitalisme et les régimes transitoires qui, tout en ayant cessé d'être capitalistes, auront les uns par rapport aux autres, et par rapport au socialisme, de degrés d'évolution différents, où l'Etat (l'appareil d'Etat) sera plus ou moins déformé par la bureaucratie ; où les lois (déformées) du capitalisme continueront à jouer

plus ou moins amplement, et où toutes ces difficultés et ces obstacles ne seront surmontés que par l'extension de la révolution à l'échelle mondiale. De ce point de vue, les pays du glacis peuvent cesser d'être capitalistes sans qu'ils deviennent tous semblables en tous points entre eux et semblables en tout point à l'URSS ; sans que le degré de leur évolution du capitalisme au socialisme (évolution qui n'est pas nécessairement continue, rectiligne) soit à chaque moment le même pour tous ces pays.

Mais leurs différences inévitables, aussi longtemps que les rapports de propriété caractérisés par l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport persisteront, se placeront au-delà du capitalisme, dans la période transitoire entre le capitalisme et le socialisme.

Toutes les objections concernant la dépendance des pays du glacis par rapport au marché capitaliste international, les obstacles à la planification, etc., ont une valeur par rapport aux possibilités de ces pays de marcher vers le socialisme et de ne pas retomber au capitalisme.

Mais aussi longtemps qu'ils persisteront à l'étatisation de tous les moyens de production, d'échange et de transport, cela signifiera qu'ils arrivent à dominer, malgré tout, les tendances capitalistes qui veulent les ramener en arrière et que, par conséquent, un début de planification sera aussi possible. Si les tendances capitalistes prenaient vraiment le dessus dans ce pays, le cadre des rapports de propriété serait aussi rompu, car ce cadre n'a pas seulement une valeur formelle, n'est pas extérieur au contenu; il est conditionné par ce dernier.

Tout cela me semble être la déduction nécessaire de l'acquis théorique de notre mouvement appliqué au glacis.

Que les faisseurs de schémas et les gardiens des normes restent contents de leur "fidélité" au marxisme. Ce dernier repudie, de par sa nature même, ceux qui sont incapables de saisir le riche et complexe contenu de la vie qui brise les schémas et fertilise la pensée par l'apport constant des expériences nouvelles et la marche concrète de la transformation de notre société.

++

LE STALINISME ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

Au fond du conservatisme dans la compréhension du glacis et du stalinisme en général (conservatisme qu'on interprète comme le signe de la fidélité à notre programme) se trouve la crainte d'attribuer au stalinisme un rôle progressif, de considérer le stalinisme comme capable de détruire le capitalisme à l'échelle mondiale par ses moyens "administrato-terroristes". La logique de ces raisonnements est étrange, et pour ma part inattendue, je l'avoue.

Prenons par exemple l'argument majeur mis en avant par le camarade Germain qui lui permet d'agiter le spectre de la "revision" de notre stratégie devant la foule des "orthodoxes" et d'y semer ainsi la terreur sainte dont il est le premier saisi.

Dans l'éventualité d'une troisième guerre, argumente le camarade Germain, il est possible que les "conditions exceptionnelles" créées après cette guerre, à savoir : a) la supériorité économique et militaire écrasante de l'URSS sur les pays de l'Europe occidentale et la plus grande partie du sud-est asiatique ; b) la décomposition avancée du capitalisme dans ces pays ; c) l'impossibilité pour le mouvement ouvrier de se "libérer de la camisole stalinienne", se reproduisent. Dans ce cas, les camarades partisans de l'assimilation du glacis sans incorporation formelle à l'URSS, devraient -selon le camarade Germain- conclure à la "possibilité" d'une croissance et d'un développement du stalinisme à l'échelle internationale dans les années et décades à venir ! L'argument pêche par sa base, car jamais notre mouvement n'a jugé "l'efficacité" du stalinisme par rapport à ce que pouvait être cette "efficacité" dans le cas d'une guerre victorieuse de la part de l'URSS.

Entrer dans un tel raisonnement c'est en réalité se laisser entraîner par la logique stalinienne (des militants staliniens) qui n'envisagent la révolution que comme conséquence de la guerre et de l'avance de l'Armée Rouge. Ce qu'aurait pu faire la bureaucratie dans le cas où des "conditions exceptionnelles" lui assureraient une victoire sur le capitalisme et le prolétariat, ne peut être en aucune façon un critère pour justifier le stalinisme. Nous avons toujours condamné ce dernier pour son "inefficacité" à détruire le capitalisme à l'échelle internationale afin que la guerre puisse être évitée, car l'issue favorable de la guerre pour l'URSS ne pourra jamais être garantie aussi longtemps que le capitalisme dominera dans le monde.

Ce que pourrait être le comportement de la bureaucratie soviétique dans le cas d'une victoire contre le capitalisme et le prolétariat (dans le cas des "conditions exceptionnelles" du camarade Germain) est une façon réellement "métaphysique" pour résoudre la question de "l'efficacité" et de la justification historique ou non du stalinisme.

Les vrais problèmes en politique ne sont pas les possibilités théoriques, les spéculations théoriques, les situations imaginaires et exceptionnelles, mais celles qui surgissent de la réalité concrète. Si le capitalisme, décomposé, vaincu, laissait la place à la bureaucratie, et si le prolétariat se montrait incapable de se "libérer de la camisole stalinienne", pour quelles raisons de principe la bureaucratie refuserait-elle, se montrerait-elle incapable d'occuper la place vide de la bourgeoisie et d'accroître ainsi sur une échelle internationale plus vaste son pouvoir et ses revenus?

Mais la vraie question n'est pas là.

Le stalinisme, jugé dans son action globale, reste une force en définitive contre-révolutionnaire pour l'ensemble des raisons suivantes :

a) dans les pays capitalistes il ne lutte pas consciemment pour la révolution prolétarienne, mais continue à utiliser le mouvement ouvrier comme moyen de pression sur la bourgeoisie et l'impérialisme pour les intérêts exclusifs du Krémelin;

b) en URSS la bureaucratie est le frein No 1 qui empêche le développement socialiste libre du pays et menace même ses fondements;

c) dans tous les pays du glacis la destruction du capitalisme s'accomplit dans des conditions qui imposent aux masses des souffrances et des larmes inutiles (historiquement non nécessaires) détournant leur sympathie du régime, bloquant le développement socialiste libre de ces pays et mena -

cant les conquêtes économiques et sociales réalisées.

Dans ces conditions la destruction du capitalisme dans les pays du glacis, aussi progressive qu'elle soit en elle-même, n'efface pas le caractère contre-révolutionnaire de l'ensemble de la politique stalinienne. Dans ces conditions aussi, le stalinisme travaille en définitive, objectivement, non pas pour la victoire, mais pour la défaite de l'URSS dans la 3^e guerre mondiale.

Quant aux perspectives révolutionnaires, nos perspectives, il est nécessaire de partir de la situation nouvelle dans laquelle se trouve placé le stalinisme après la dernière guerre, et ne pas se contenter de jugements sommaires basés sur le passé.

Quand nous parlions du stalinisme avant la guerre, nous entendions grosso modo la bureaucratie soviétique, dirigeant, contrôlant des partis communistes dans le monde, qui agissaient comme des simples pions pour jouer exclusivement le jeu propre aux intérêts exclusifs de cette bureaucratie soviétique. Aujourd'hui parler du stalinisme et de l'expansion du stalinisme dans ce même sens, est une abstraction qui fausse le contenu réel de ces termes.

L'expérience a montré dans le cas de la Yougoslavie que, tout d'abord, certains partis communistes, dans une conjoncture favorable, quand ils sont liés à un réel mouvement révolutionnaire de masses, peuvent se détacher de la tutelle du Kremlin et commencer à agir pour leur propre compte. Par conséquent, considérer toute victoire acquise par un Parti communiste comme synonyme d'une victoire stalinienne, c'est-à-dire comme une victoire de la bureaucratie soviétique, est une généralisation absurde, une erreur.

Le cas de la Yougoslavie a une importance théorique énorme, y compris sur le plan de la compréhension du stalinisme, de ce que signifie son expansion, des perspectives révolutionnaires qui se dégagent de cette expansion.

De ce point de vue, il est par exemple tout à fait insuffisant de parler de la situation en Chine créée par la victoire de Mao-Tse-Tung, comme d'une expansion pure et simple du stalinisme, et de ne voir qu'un seul aspect : le renforcement incontestable dans l'immédiat du stalinisme (en tant qu'idéologie et politique de la bureaucratie soviétique) dans toute l'Asie et le monde colonial en général. Car, en Chine, la victoire de Mao-Tse-Tung est l'acquis d'un puissant mouvement de masses dirigé par le Parti communiste chinois, qui s'est passé de l'aide directe de la bureaucratie soviétique et qui s'est soustrait du même coup au contrôle direct de cette bureaucratie.

Une situation nouvelle est créée en Chine, qu'il serait désastreux de confondre avec une expansion pure et simple du stalinisme, c'est-à-dire de la bureaucratie soviétique. Si le Kremlin veut éviter une rupture prochaine avec Mao-Tse-Tung, il s'efforcera de le traiter en partenaire et non pas en subordonné. C'est déjà départir de ce qui était jusqu'ici la ligne de conduite fondamentale du Kremlin et introduire en quelque sorte un élément de dualité dans la direction du mouvement ouvrier influencé par le stalinisme (+).

Il est difficile de prédire les conséquences exactes de c e t t e

(+) Le Chinois se pose déjà comme les leaders de la révolution anti-impérialiste en Asie et dans tous les pays coloniaux. Dans le dis-

nouvelle situation, mais on ne peut se tromper ni sur leur inévitabilité ni sur leur ampleur dans les années à venir.

L'introduction de la Chine, dirigée par le Parti communiste, dans le système stalinien est un facteur de différenciation de ce système. L'expérience a montré d'autre part, aussi bien dans le cas de la Yougoslavie que dans celui de tous les autres pays du glacis, où sévit une vague d'épuration permanente qui atteint les sommets eux-mêmes, que la "russification" de ces pays, c'est-à-dire leur soumission au contrôle absolu et direct de la bureaucratie soviétique afin qu'ils servent aveuglement ses intérêts, n'est pas chose facile.

Cette tentative provoque une résistance farouche de la part des masses, un mécontentement grandissant dont l'écho déformé monte jusqu'aux sommets des Partis communistes, et s'y manifeste par l'opposition multiforme de plusieurs de leurs cadres à cette politique. Dans les pays surtout où le Parti communiste représentait une force réelle dans le mouvement ouvrier (Bulgarie, Tchécoslovaquie) cette résistance est naturellement plus ample et plus tenace. Les Partis communistes dans ces pays, une fois au pouvoir, ont tendance à jouer en partie leur propre jeu et à s'opposer au rôle de simples pions que leur assigne la bureaucratie soviétique. Pour qu'ils subsistent en tant que force politique dirigeant dans ces pays, les partis communistes ont besoin de maintenir et d'accroître leurs liens avec les masses et de tenir compte, dans une certaine mesure, de leurs réactions.

Par contre, le Kremlin ne peut poursuivre sa politique de "russification" qu'en brisant ses propres partis communistes en tant que ceux-ci sont des organismes qui ont un certain caractère autonome et qui subissent la pression des masses, et en les remplaçant par des appareils bureaucrato-policiers directement contrôlés par lui.

Tout ceci est abondamment illustré par ce qui s'est passé et se passe actuellement dans tous les pays du glacis, particulièrement par l'expérience récente de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

Par conséquent, l'expansion de la bureaucratie soviétique n'est pas seulement un renforcement du stalinisme mais, en même temps, un ferment de crise, un facteur d'aggravation de la crise organique du stalinisme et un élément de dislocation intérieure, convulsive, du stalinisme.

La réalité est dialectique et il faut la comprendre telle qu'elle est. Aucun camarade ne dit, comme l'affirme le camarade Germain, "que la destruction du stalinisme se fera par son extension", c'est-à-dire que cette destruction ne se fera que par l'extension, et que, par conséquent, il ne faudrait miser que sur l'extension, ne souhaiter que l'extension. Correctement exprimée, la formule (si on tient à une formule pour condenser un ensemble d'analyse et de raisonnement) devrait être la suivante : L'EXPANSION DE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE NE COMPORTE PAS SEULEMENT UN RENFORCEMENT DU STALINISME, MAIS AUSSI DE PUISSANTS FACTEURS DE CRISE, DE DISLOCATION DU STALINISME.

....

cours programmatique que Liu-Shao-Chi, président de l'Union des Syndicats Chinois, prononça à la Conférence des syndicats de l'Asie et de l'Océanie, il s'efforça de théoriser les enseignements de l'expérience chinoise, valables pour tous les peuples coloniaux. Le nom de Staline ne fut même pas mentionné ; seulement celui de Mao-Tse-Tung.

La période que nous vivons est éminemment révolutionnaire dans la signification la plus profonde du terme. C'est la période de la transformation révolutionnaire de notre société, transformation qui se réalise d'une façon plus complexe, plus sinieuse, plus riche en combinaisons de l'Histoire que nos maîtres l'avaient pensé. C'est la période aussi où, malgré les apparences, le stalinisme est entré dans son processus de dislocation. Les formes concrètes, les détours, les délais de cette dislocation il est difficile de les déterminer dès maintenant. Mais il n'y a ni stabilisation possible ni avenir historique pour le stalinisme.

Jamais notre optimisme révolutionnaire, notre foi dans le programme de la IV^e Internationale n'ont pu être plus grands. C'est notre mouvement encore qui, seul, peut être dans le courant de l'Histoire, s'il manifeste la même capacité que dans le passé à regarder en face la réalité nouvelle, à l'analyser et à la comprendre à l'aide de son acquis théorique et de son expérience. Nous n'avons rien d'essentiel à "réviser". Nous avons simplement le devoir d'actualiser notre politique, de comprendre, comme dans le passé, la situation nouvelle, les problèmes nouveaux, de les bien assimiler, afin que nous puissions agir avec une plus grande efficacité.



Il serait grave de sousestimer l'importance de la discussion en cours dans l'Internationale. Son intérêt est multiple, et je me contenterai en concluant d'en indiquer les aspects les plus importants à mon avis.

Sur le plan théorique général, cette discussion concerne au fond la façon d'appliquer le marxisme à l'étude des problèmes concrets, nouveaux, et d'éviter de tomber dans les abstractions, les généralisations qui laissent de côté le contenu, les schémas stériles. Sur un plan théorique plus particulier, cette discussion concerne la compréhension trotskyste du stalinisme, sans laquelle il est impossible, en face de ses comportements contradictoires et de ses tournants, une politique juste.

Sur le plan pratique, les implications de cette discussion ne sont pas moins importantes. Je distinguerai celles qui concernent le cas spécial de la Yougoslavie et celles qui concernent le reste du glacis. Arriver à une définition précise du caractère de classe de la Yougoslavie n'est pas une question d'importance secondaire ni sans rapport direct avec notre campagne actuelle pour défendre la Yougoslavie contre le Kremlin. En réalité, toute notre campagne à ce sujet se fait dans un sens qui implique que nous considérons la Yougoslavie comme un Etat non capitaliste. Toute autre serait naturellement notre campagne de défense de la Yougoslavie si nous partions de la conviction qu'il s'agit d'un pays encore capitaliste.

Des considérations analogues interviennent dans le cas des autres pays du glacis. Au fur et à mesure que ces Etats s'assimileront à l'URSS, une reformulation de nos tâches dans ces pays deviendra nécessaire, et la question de leur défense contre l'impérialisme se posera.

Telle est la véritable portée de la discussion, et il serait souhaitable que son ampleur n'échappe à aucun des camarades qui s'y engagent.

ANNEXE

+++++

TROTSKY, sur le "Capitalisme d'Etat" (+)

"En présence de nouveaux phénomènes les hommes cherchent souvent un refuge dans les vieux mots. On a tenté de camoufler l'énigme soviétique à l'aide du terme : capitalisme d'Etat, qui présente l'avantage de n'offrir pour personne une signification précise. Il sert d'abord à désigner les cas où l'Etat bourgeois assume la gestion des moyens de transports et de certaines industries. La nécessité de semblables mesures est un des symptômes de ce que les forces productives du capitalisme dépassent le capitalisme et l'amène à se nier partiellement lui-même dans la pratique. Mais le système, se survivant, demeure capitaliste en dépit des cas où il en arrive à se nier lui-même.

"On peut, sur le plan de la théorie, se représenter une situation dans laquelle la bourgeoisie tout entière se constituerait en société par actions pour administrer par les moyens de l'Etat, toute l'économie nationale. Le mécanisme économique d'un régime de ce genre n'offrirait aucun mystère. Le capitaliste, on le sait, ne reçoit pas, sous forme de bénéfices, la plus-value créée par ses propres ouvriers, mais une fraction de la plus-value du pays entier, proportionnée à sa part de capital. Dans un "capitalisme d'Etat" intégral, la loi de la répartition égale des bénéfices s'appliquerait directement, sans concurrence des capitaux, par une simple opération de comptabilité. Il n'y eut jamais de régime de ce genre et il n'y en aura jamais par suite des profondes contradictions qui divisent les possédants entre eux et d'autant plus que l'Etat, représentant unique de la propriété capitaliste, constituerait pour la révolution sociale un objet vraiment trop tentant,

Depuis la guerre et surtout depuis les expériences de l'économie fasciste, on entend le plus souvent par "capitalisme d'Etat" un système d'intervention et de direction économique par l'Etat. Les Français usent

..

(+) Quant à la référence à ENGELS (Anti-Dühring, p. 42-44 de l'édition française A. Costes), référence soi-disant apologiste du "capitalisme d'Etat", la lecture attentive du texte entier permet de constater : a) Que ENGELS se réfère ^{essentiellement} comme TROTSKY, à la tendance de l'Etat bourgeois "d'assumer la gestion des transports et de certaines industries", de suppléer là où le capital privé (par ses dimensions réduites) est incapable de permettre une autre forme d'exploitation capitaliste, ou pour se procurer des sources supplémentaires des revenus; b) Dans la fameuse note qui accompagne ce texte de ENGELS (p. 42 de l'édition française) celui-ci indique que la tendance à l'étatisation se réalise là "où les moyens de production ou de communication échappent réellement, par leur croissance démesurée,

en pareil cas d'un terme beaucoup plus approprié : l'étatisme. Le capitalisme d'Etat et l'étatisme se touchent certainement ; mais en tant que systèmes, ils seraient plutôt opposés qu'identiques. Le capitalisme d'Etat signifie la substitution de la propriété étatique à la propriété privée et conserve pour cela même un caractère partiel. L'étatisme, -- que ce soit dans l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler, les Etats-Unis de Roosevelt ou la France de Léon Blum-- signifie l'intervention de l'Etat sur les bases de la propriété privée, pour sauver celle-ci. Quels que soient les programmes des gouvernements, l'étatisme consiste inévitablement à reporter des plus forts au plus faibles les charges du système croupissant. Il n'épargne aux petits propriétaires un désastre complet que parce que leur existence est nécessaire au maintien de la grande propriété. L'étatisme, dans ses efforts d'économie dirigée, ne s'inspire pas du besoin de développer les forces productives, mais du souci de conserver la propriété privée au détriment des forces productives qui s'insurgent contre elle. L'étatisme freine l'essor de la technique en soutenant des entreprises non viables et en maintenant des couches sociales parasites ; il est en un mot profondément réactionnaire.

"La phrase de Mussolini : "Les trois quarts de l'économie italienne, industrielle et agricole, sont entre les mains de l'Etat" (26 mai 1934) ne doit pas être prise à la lettre. L'Etat fasciste n'est pas propriétaire des entreprises, il n'est qu'un intermédiaire entre les capitalistes. Différence appréciable ! Le Popolo d'Italia dit à ce sujet : "L'Etat corporatif unit et dirige l'économie, mais ne la gère pas (dirige e porta alla unità l'economia, ma non fa l'economia, non gestisce) , ce qui ne serait pas autre chose, avec le monopole de la production, que le collectivisme" (11 juin 1936). A l'égard des paysans et en général des petits propriétaires la bureaucratie intervient comme un puissant seigneur ; à l'égard des magnats du capital, comme leur premier fondé de pouvoir. "L'Etat corporatif, écrit fort justement le marxiste italien Ferrucci, n'est que le commis du capital des monopoles... Mussolini fait assumer à l'Etat tous les risques des entreprises et laisse aux capitalistes tous les bénéfices de l'exploitation". Hitler marche sous ce rapport sur les traces de Mussolini. La dépendance de classe de l'Etat fasciste détermine les limites de la nouvelle économie dirigée et aussi son contenu réel ; il ne s'agit pas d'augmenter le pouvoir de l'homme sur la nature dans l'intérêt de la société, mais de l'exploitation de la société dans l'intérêt d'une minorité. "Si je voulais --se flat-
tait Mussolini-- établir en Italie le capitalisme d'Etat ou le socialis-

--.

....
à la direction des sociétés par actions", c'est seulement alors que "l'étatisation est devenue économiquement inévitable" (Souligné par ENGELS). "C'est seulement alors que l'étatisation, même réalisée par l'Etat actuel représente un progrès économique, un stade préliminaire à la prise de possession de toutes les forces productives par la société même"; c) Il faut enfin remarquer que ENGELS soupçonnait à peine encore à cette époque, l'énorme concentration du capital monopoliste qui suivit son époque.--- J'espère trouver l'occasion dans la suite de cette discussion de m'étendre davantage sur l'analyse de ce texte de ENGELS ainsi que sur le sens donné au "capitalisme d'Etat" par LENINE, auquel ils se réfèrent les partisans de cette théorie.- M.P.

me d'Etat, ce qui n'est pas en question, je trouverais aujourd'hui toutes les conditions requises". Sauf une : l'expropriation de la classe capitaliste. Et pour réaliser cette condition-ci le fascisme devrait se placer de l'autre côté de la barricade, "ce dont il n'est pas question", se hâte d'ajouter Mussolini, et ce dont il ne sera certainement pas question, car l'expropriation des capitalistes nécessite d'autres forces, d'autres cadres et d'autres chefs.

"La première concentration des moyens de production entre les mains de l'Etat que l'histoire connaisse a été accomplie par le prolétariat au moyen de la révolution sociale et non par les capitalistes au moyen des trucs étatisés. Cette brève analyse suffit à montrer combien sont absurdes les tentatives d'identifier l'étatisme capitaliste avec le système soviétique. Le premier est réactionnaire, le second réalise un grand progrès".

---.---

("La Révolution trahie", p.277--280,
Editions Grasset, Paris. 7è édit.)